

# "LES FRANÇAIS CROIENT ETRE PROTEGES, ILS NE LE SONT PLUS", DENONCE LE GENERAL VINCENT DESPORTES

*Ce haut gradé de l'armée de terre fustige, dans son livre "La Dernière Bataille de France", la baisse du budget des armées. Et estime que les militaires français, engagés sur plusieurs fronts, ne peuvent plus assurer leurs missions.*

Mis à jour le 11/11/2015 | 07:51 , publié le 11/11/2015 | 07:25

Comme les militaires aiment à le dire : pour un coup de gueule, c'est un coup de gueule. Le général Vincent Desportes a toujours été connu pour sa franchise. Mais avec son dernier livre, intitulé *La Dernière Bataille de France* (qui vient d'être publié chez Gallimard), le Saint-Cyrien, professeur à Sciences Po, se livre à un réquisitoire sans appel. **"Nous sommes revenus à l'époque de la Grande Illusion, écrit-il. Les Français croient être protégés, ils ne le sont plus... Les armées françaises n'ont jamais été aussi fragiles."** Pour francetv info, ce haut gradé de l'armée de terre a accepté de s'expliquer.

**Francetv info : Pourquoi une telle sévérité dans votre jugement ? A priori, les soldats français n'ont jamais été autant présents sur le terrain, et cela sans enregistrer de revers particulièrement dommageables.**

**Vincent Desportes :** Les menaces s'accroissent et en particulier depuis deux ans. On peut dire qu'autour de nous le monde a pris feu, de l'Ukraine au Sahel, en passant par le Moyen-Orient. Et nos armées sont "sur-déployées" par rapport à leurs capacités. Que ce soit sur mer, à terre ou dans le ciel, toutes nos armées sont en train de s'user. Je dirais même que la corde est sur le point de casser.

Regardez l'exemple de l'armée de terre britannique. Elle a été beaucoup trop déployée par rapport à ce qu'elle pouvait faire. Et elle s'est retrouvée à bout de course, incapable de remplir sa mission de défense. Nous ne sommes pas loin de vivre la même chose.

**Quels sont les exemples concrets de cette "usure", selon vous ?**

On a des problèmes de matériels, même si cet aspect commence à être pris en compte. Au Mali, on peut rappeler que, pour l'opération Serval [2013-2014], les véhicules avaient deux fois l'âge de leurs conducteurs. Nos avions Rafale étaient ravitaillés par des avions qui avaient plus d'un demi-siècle, etc.

A côté de l'armée ultra-moderne, qui existe, on a une autre grande partie que je qualifierais de vintage. Elle possède des équipements "de collection". Et le budget actuel ne permet pas suffisamment d'approvisionner le flux nécessaire des pièces de rechange. De sorte que, dans nos armées, un avion sur deux ne peut pas décoller, un navire sur deux ne peut prendre la mer, et un char sur deux ne peut plus rouler. Dans certains cas, c'est même pire, comme pour les hélicoptères Tigre, par exemple : quatre appareils sur cinq ne peuvent pas prendre l'air.

Tout cela n'est pas raisonnable. Or nous devons faire face à de très nombreux déploiements sur les théâtres de conflit. D'ailleurs, le chef d'état-major lui-même le disait : **les soldats français sont engagés dans 25 opérations différentes et nous avons 30 000 hommes impliqués, issus des trois armées, essentiellement de l'armée de terre.**

Tout cela a pour conséquence dommageable un sous-entraînement des unités. Il n'y a plus le temps de respiration indispensable pour que nos armées récupèrent. Car une armée n'est pas une simple addition de soldats, c'est un ensemble qui doit s'inscrire dans un tout cohérent et produire une efficacité collective.

**Quelle est la responsabilité des dirigeants politiques dans ce que vous dénoncez ? Dans votre livre, vous semblez renvoyer dos à dos Nicolas Sarkozy et François Hollande.**

Les deux dernières lois de programmation militaire ont porté des coups terribles aux armées. Celle de 2008-2013, votée sous la présidence Sarkozy, a enlevé 25% des capacités opérationnelles françaises. Celle de 2014-2019, votée sous la présidence Hollande, a fait de même. Ces deux lois ont prévu une réduction de 80 000 postes dans nos effectifs entre 2008 et 2019, ce qui est le plus grand plan social subi par les administrations. Or, je le répète, cela se passe à un moment où les opérations se multiplient et deviennent de plus en plus complexes.

Je dois néanmoins reconnaître que François Hollande a pris, le 29 avril dernier, une bonne décision en mettant un terme momentanément à cette dégradation, grâce à des dispositions d'aménagement budgétaire. Il n'en reste pas moins que nos armées ont un problème de cohérence entre la multiplication des opérations et les moyens engagés. J'en prends pour exemple le fait que le président et le Premier

ministre affirment que nous sommes en guerre. **Or, si tel est le cas, nous devons penser à l'effort de guerre.**

**Donc, selon vous, le budget de l'armée ne doit pas être concerné par les plans d'économie actuels ?**

Il faut savoir ce qu'on veut. Comme je le disais, les gens aujourd'hui au pouvoir parlent de guerre. De fait, il existe une menace sur notre sécurité. Il faut donc logiquement conforter notre outil de défense et consentir ailleurs des économies. La défense ne doit pas payer comme les autres. La défense, c'est le pilier de l'Etat à travers sa mission de sécurité.

**Vous n'hésitez pas à vous attaquer à l'arme nucléaire. Vous la remettez en question. Or c'est un dogme de la défense de la France.**

Je m'élève contre le dernier livre blanc sur la défense et la sécurité des Français, qui a mis de côté ce qu'on appelle l'assurance-vie de notre nation, à savoir le nucléaire. Cette question doit être mise en débat. L'hyper-sacralisation de "LA" bombe déséquilibre les rapports entre le conventionnel (les armées classiques) et le nucléaire.

Comme les budgets diminuent et que l'on préserve absolument le nucléaire, les armées en pâtissent, et ce sera particulièrement vrai dans la décennie 2020-2030. Car, à cette période, il faudra renouveler les plates-formes des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, de même que celui des têtes de nos missiles... Les investissements nucléaires sont très lourds, ils représentent plus de 20% de notre effort de défense. On risque de passer bientôt à 30%, les forces conventionnelles seraient alors en passe de s'effondrer. Or elles sont indispensables. La réponse est donc d'augmenter notre budget de quelques milliards par rapport aux quelque 1 200 milliards de dépenses publiques annuelles. Puisque l'on affirme que l'on ne peut se priver du nucléaire, c'est la seule réponse. Et cet effort reste, on le voit, marginal.

**Et l'Europe ? Pourquoi ne pas constituer une défense européenne avec les efforts conjugués des Européens ? Vous semblez ne pas y croire face à ce que vous appelez la "divergence d'intérêts" des divers pays qui composent l'Europe.**

A mes yeux, l'idée d'une défense européenne doit demeurer notre horizon. Mais cela fait trente ans qu'on imagine créer l'Europe de la défense en créant des petits morceaux de défense. En fait, on n'y parvient pas. Pourquoi ? Le fait d'accumuler des pierres ne débouche pas forcément sur la construction d'une cathédrale.

Pour cela, il faut une vision commune, savoir ce que vous bâtissez. Or, pour l'Europe de la défense, il n'y a pas de vision commune. Il n'y a même pas une perception commune de la menace. La preuve, c'est que les choses que l'on a mises en place, comme le battle group 1 500 (unité de réaction rapide européenne), qui existe et qui s'entraîne, n'a jamais été déployé. Aberrant !

**Vous évoquez aussi, comme une menace, la syndicalisation possible des militaires. Selon vous, la "grande muette" excédée pourrait prendre fortement la parole ?**

Le problème fondamental de notre défense est que ce n'est plus une question citoyenne. Le pouvoir politique peut, quelle que soit sa couleur, faire des coupes sombres dans le budget des armées sans perdre une seule voix aux élections.

Tant que les politiques pourront ainsi ne pas être comptables de la défense, cela continuera. Car l'institution militaire ne peut pas s'exprimer. Donc on lui prend ses moyens car on sait que personne ne pourra prendre la parole pour le déplorer en défilant dans les rues, par exemple.

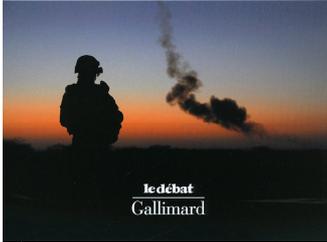
**Est-ce que votre discours agace au sein de l'institution ? Quels retours avez-vous, justement, de la "grande muette" ?**

Ils sont extrêmement positifs de la part des militaires. J'oserais dire à 99%. Car j'exprime ce que pensent 99% des militaires. Pour le reste, quelques "supplétifs" sont montés au créneau, mais je constate qu'aucune autorité n'a prétendu que je racontais n'importe quoi. Car ce que je dis est vrai.

---

GÉNÉRAL VINCENT DESPORTES

LA DERNIÈRE  
BATAILLE DE FRANCE



Jamais l'armée française n'a été mobilisée simultanément sur autant de théâtres d'intervention, et cela alors que les moyens budgétaires qui lui sont alloués n'ont cessé de diminuer depuis un quart de siècle. C'est cette contradiction, avec des armées aujourd'hui proches du point de rupture, qui justifie le cri d'alarme du général Vincent Desportes.

Tandis que les menaces de toute nature se multiplient à l'échelle internationale et que le territoire national est désormais directement menacé, la France peut-elle se permettre de ne plus compter que sur des armées aux capacités très fortement dégradées à cause d'une politique d'économies à courte vue? L'effort budgétaire est nécessaire, mais il ne suffit pas de réclamer des moyens ; il faut en redéfinir la nature et l'emploi. De quelle armée la Nation a-t-elle aujourd'hui besoin? C'est à un profond renouveau de la réflexion stratégique française qu'en appelle l'ouvrage.